

Déstabilisation en cours en Amérique du Sud ? (La Jornada)

La
Jornada

21 juin
2015



Manifestation contre le président Rafael Correa à Guayaquil, la semaine dernière.

Cela fait maintenant plus d'une semaine que des manifestations ont lieu en Equateur pour exiger la démission du président Rafael Correa. Elles ont débuté suite à l'annonce par le gouvernement d'un projet de loi dont l'objectif est d'imposer les grandes successions et les plus-values qu'obtiennent les spéculateurs immobiliers. Au cri de « Dehors Correa, dehors ! », les leaders de l'opposition de droite ont attisé les protestations, concentrées principalement dans la capitale du pays et dans le port de Guayaquil, bastion de la droite.

Hier soir, Correa a annoncé le retrait temporaire du projet de loi pour ouvrir un grand débat national, expliquant que cette mesure répond au souhait de maintenir un climat de tranquillité avant la visite du Pape François en Equateur, qui aura lieu en juillet. Quelques heures avant, le président a demandé aux opposants d'abandonner les manifestations et de recourir à la consultation révocatoire. Il est important de rappeler que la Constitution équatorienne –approuvée par référendum en 2008- établit la possibilité de révoquer les mandats de toute autorité élue au suffrage direct. Lors des élections présidentielles de 2013 Correa a triomphé avec 57% des voix, soit 35 points de plus que son plus proche adversaire. Il est aussi important de rappeler-pour placer tous les éléments du contexte équatorien- que Correa a subi une tentative de coup d'Etat deux ans et demie plus tôt.

Il faut aussi prendre en compte le contentieux qui oppose l'Equateur à la multinationale pétrolière Chevron, compagnie qui a laissé toute une zone de l'Amazonie dévastée derrière son passage, territoire où elle a opéré jusqu'en 1992. Ce désastre environnemental a causé plus de 1 400 victimes mortelles et est toujours visible à cause des résidus pétrolifères [qui continuent de polluer la région]. Comme l'a indiqué le ministre des affaires étrangères de l'Equateur, Ricardo Patiño, lors de l'interview qu'il a concédé à ce journal[1], la multinationale demande que ce soit le pays qui paie pour les dommages causés à l'environnement et aux populations, qui se battent devant les tribunaux depuis plus de 20 ans afin d'obtenir des indemnités.



Pollution causée par Chevron-Texaco en Amazonie équatorienne.

Force est de constater que les opposants qui exigent la sortie du président s'abstiennent bien de recourir à la consultation révocatoire, qui leur est pourtant disponible, et qu'au lieu de ça ils persistent à poursuivre leurs mobilisations dont l'objectif n'est plus très clair.

Du point de vue régional, le conflit politique équatorien s'articule avec ceux ayant cours dans d'autres pays. Ainsi, un jour après le début des manifestations à Quito et à Guayaquil, l'Argentine a vécu mardi dernier une grève générale convoquée par le syndicalisme-gangster local et appuyée par les grands médias. Comme en Equateur, les opposants au gouvernement argentin ont provoqué une flambée de tension à cause d'une loi qui n'affecte pourtant que les secteurs les plus aisés. On remarque que des manifestations de grande ampleur ont ou ont eu lieu récemment en Bolivie, au Brésil, au Chili, au Honduras, au Paraguay et au Venezuela, en plus des deux pays déjà cités, et que curieusement il s'agit à chaque fois de gouvernements qui ont en commun la volonté de construire leur propre développement de façon souveraine et digne.



Manifestations en argentine la semaine dernière.

Sans omettre que la plupart des manifestations de mécontentement dans ces pays se basent sur des erreurs réelles commises par leurs gouvernements respectifs, cette simultanéité suggère qu'en plus d'exprimer un agacement réel, ces mouvements pourraient être le résultat d'une manœuvre de déstabilisation régionale. La tactique étatsunienne et européenne d'amplifier et d'exacerber les malaises à l'encontre de gouvernements souverains est bien connue dans notre continent et pourrait bien être utilisée aujourd'hui contre les gouvernements latino-américains qui ont rompu avec le FMI et avec l'habituelle subordination au capital financier international, qui suivent la voie des politiques de bien-être social et qui ont impulsé des processus d'intégration régionaux.

Traduction : Luis Alberto Reygada pour Le Grand Soir

la.reygada@gmail.com

@la_reygada

»» <http://www.jornada.unam.mx/2015/06/16/opinion/002a1edi>

NOTES :

(1) Patiño : clara, la mano sucia de Chevron en Ecuador, La Jornada, 15/06/2015.

<http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2015/06/15/patino-clara-la-mano-sucia-de-chevron-en-ecuador-4770.html>

(2) Quelques lectures pour compléter cet article :

- Evo Morales accuse la CIA d'avoir infiltré son parti, le MAS (La Jornada) - 05/01/2015 [Le Grand Soir](#)

- Les dessous des protestations étudiantes au Venezuela (La Jornada) - 04/03/2014 [Le Grand Soir](#)

- Venezuela : incitation à la violence (La Jornada) - 08/04/2014 [Le Grand Soir](#)

- Ricardo Patiño : l'Amérique Latine marche aujourd'hui avec ses propres jambes grâce à la révolution cubaine et à Chavez (Telesur) - [Le Grand Soir](#)

